



Sous l'égide de l'OIF et du gouvernement sénégalais, DFI a animé un atelier au cours duquel la première version d'une étude sur la mobilisation des ressources intérieures dans les pays OIF bénéficiaires de l'IDA a pu être présentée à des hauts cadres de 11 pays-membres de l'OIF. Ces recherches ont également suscité des discussions sur les besoins en assistance technique que pourraient nécessiter ces pays. Cette rencontre a par ailleurs bénéficié des interventions d'experts en fiscalité issus des institutions suivantes : CREDAF, FERDI, FMI, LSE, OCDE, Oxfam, UEMOA, PNUD, Banque mondiale et ATAF, ICRICT et CEMAC.

Les principales lacunes identifiées par les pays étaient de l'ordre de l'analyse de la progressivité et la productivité fiscales, une fiscalité renforcée sur les gains en capital, l'impôt sur la fortune et l'impôt foncier, la réforme des codes fiscaux et des accords dans les secteurs miniers et halieutiques, l'audit et la renégociation des contrats avec les grandes entreprises, l'analyse et la réduction des exonérations fiscales, le renforcement de la transparence et la responsabilité fiscale envers les citoyens et les parlements, la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales par les entreprises, la lutte contre les flux financiers illicites, la renégociation des traités fiscaux, et une meilleure coordination régionale pour mettre fin à la concurrence fiscale.

Le rapport complet de l'atelier est cours de finalisation.